



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

spectacle vivant

Question écrite n° 16364

Texte de la question

Mme Barbara Pompili attire l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur le problème structurel que connaissent les secteurs de la création et de la diffusion du spectacle vivant dans la région Picardie. Alors que la moyenne nationale des crédits alloués par l'État pour le spectacle vivant en 2009 était de 5,15 euros par habitant en France, ils ne représentaient que 2,42 euros par habitant en Picardie. Si cet écart de dotation avait été expliqué par le précédent gouvernement par le faible nombre de labels nationaux en Picardie, cet argument est aujourd'hui obsolète en ce que la région dispose désormais d'un solide maillage culturel disposant de ces labels, lesquels ne sont toutefois toujours pas pris en compte dans la dotation de l'État. Elle lui demande donc dans quelle mesure le ministère de la culture entend soutenir le spectacle vivant dans la région Picardie, et permettre aux nouveaux acteurs culturels disposant d'un label de remplir leur mission auprès d'un public le plus large possible en allouant les moyens auxquels ils peuvent prétendre. À cet effet, elle lui demande de bien vouloir considérer la possibilité d'un plan de rattrapage en faveur du spectacle vivant en Picardie.

Texte de la réponse

La situation décrite, si elle revêt une certaine réalité, doit cependant être pondérée. En effet, la dotation déconcentrée attribuée à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Picardie ces quatre dernières années sur le programme 131, dédié à la création artistique, est en augmentation. En autorisations d'engagement, elle s'est ainsi déclinée de la manière suivante : 2010 : 5 249 145 € ; 2011 : 6 496 117 € ; 2012 : 5 420 078 € ; 2013 : 7 187 018 €. C'est donc au total une augmentation de près de 37 % qui aura été réalisée au profit de la DRAC Picardie entre 2010 et 2013 au titre du programme 131, alors que sur la même période, le budget du ministère de la culture et de la communication n'aura pas augmenté dans les mêmes proportions. Par ailleurs, il convient de rappeler que le périmètre d'intervention couvert par le ministère de la culture et de la communication compte, outre la création artistique, les champs du patrimoine et des industries culturelles, ainsi que les missions de transmission des savoirs et de démocratisation de la culture. Sur l'ensemble du périmètre d'intervention déconcentré du ministère, c'est donc au total une somme de 21 901 058 € qui aura été attribuée en 2013 à la DRAC Picardie, ce qui représente environ 12 € par habitant. Ainsi, dans un contexte budgétaire particulièrement contraint, il convient de noter que le ministère de la culture et de la communication aura réalisé un effort de rééquilibrage important pour rattraper le retard accumulé par la DRAC Picardie en crédits déconcentrés, et tout particulièrement pour ce qui concerne les crédits dédiés au spectacle vivant. Concernant spécifiquement ce domaine d'intervention, il faut encore observer que des crédits complémentaires ont été attribués à la DRAC et intégrés en base dans sa dotation, permettant aux structures régionales récemment labellisées (pôle national des arts du cirque, scènes de musiques actuelles, centre de développement chorégraphique) de conforter leurs activités et de tendre vers les planchers recommandés. La subvention allouée à la Maison de la Culture d'Amiens se situe notamment très au-dessus de la moyenne des scènes nationales. Ces crédits complémentaires auront également permis à la DRAC de mieux accompagner financièrement des équipes artistiques indépendantes. Enfin, le centre de développement chorégraphique « l'Échangeur » à Fère-en-Tardenois a bénéficié de crédits en investissement ainsi que le lieu de compagnonnage

marionnettes le Tas de sable à Amiens. Si le ministère de la culture et de la communication reste très attentif à la situation de la Picardie, en tout état de cause, les budgets mis à sa disposition en 2013 par la représentation nationale ne permettront pas de dégager les 2,1 M€ de financements complémentaires sollicités par les professionnels du spectacle vivant picards pour un « plan de rattrapage » de la région, notamment en cette période où le Gouvernement s'est engagé très fermement à diminuer les déficits publics.

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 16364

Rubrique : Arts et spectacles

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 janvier 2013](#), page 934

Réponse publiée au JO le : [2 avril 2013](#), page 3550